



# Finances Locales 2025

Enjeux & perspectives  
pour la nouvelle mandature  
(2025-2030)

Belfius

# Communes – Provinces – CPAS

- Budgets 2025 - **tendances d'évolution**
- Focus sur les **enjeux de la nouvelle mandature** (pensions, aide sociale, réforme IPP)
- **Scan financier**, nouvel outil de diagnostic et de pilotage pour les gestionnaires communaux

Publication complète  
disponible sur notre site **Belfius**

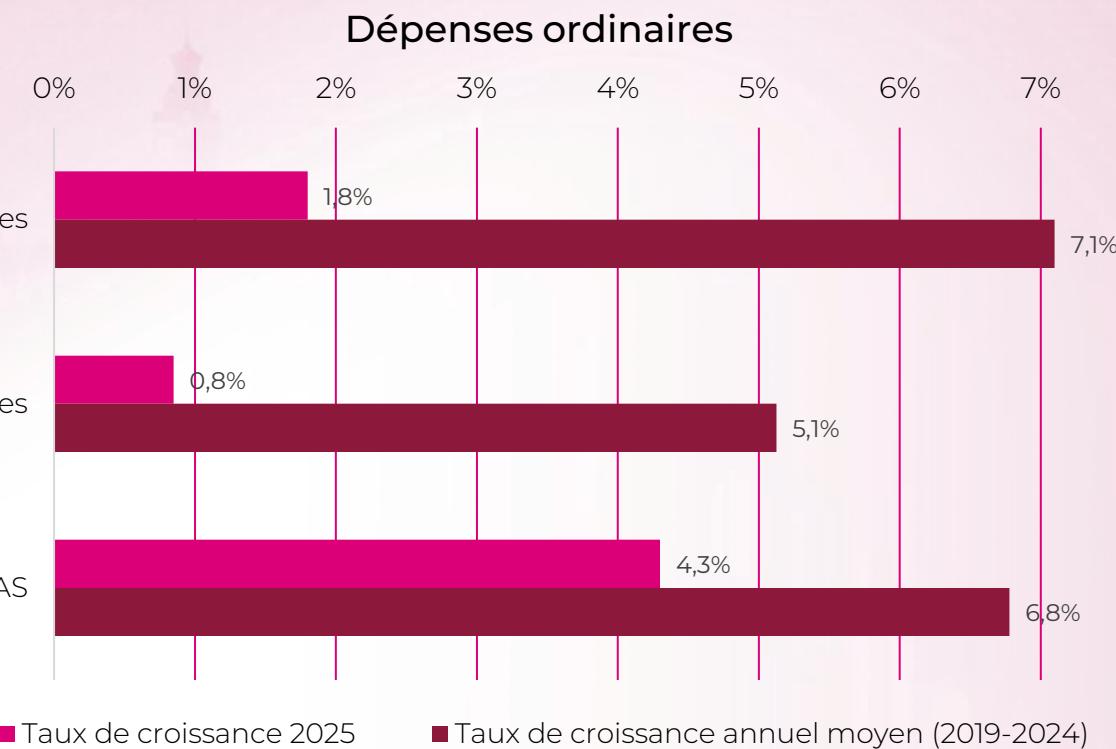


=

# Budgets 2025 – Principales tendances d'évolution

# Budget 2025

**Net ralentissement de la progression des dépenses ordinaires** (hors provisions) de l'ensemble des pouvoirs locaux wallons

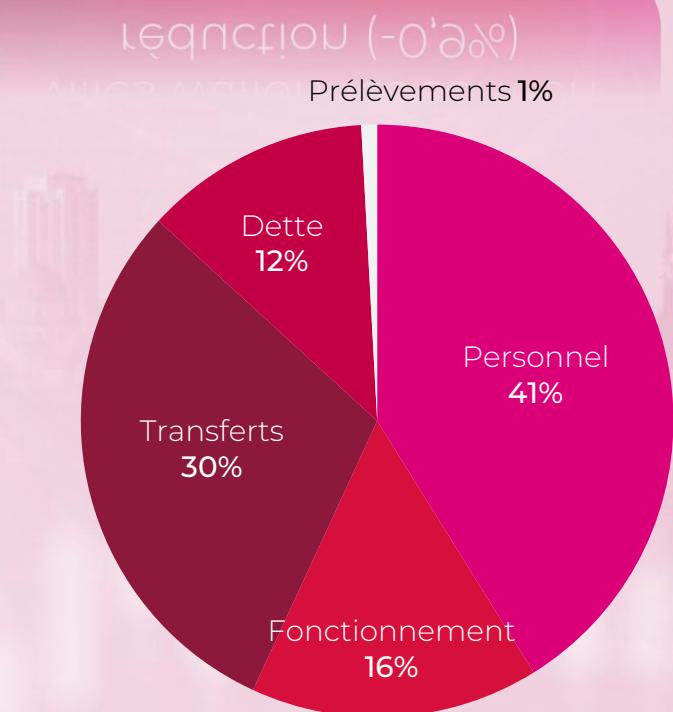


# Budget 2025

**Le ralentissement** de la progression concerne toutes les catégories **de dépenses ordinaires**

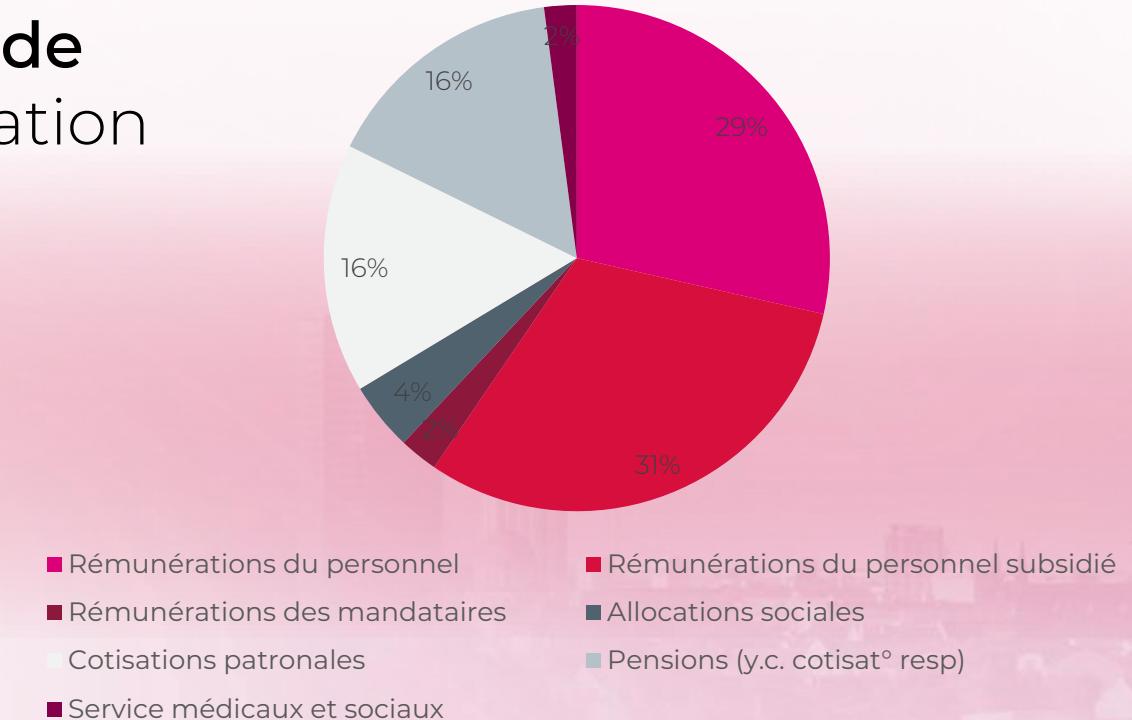
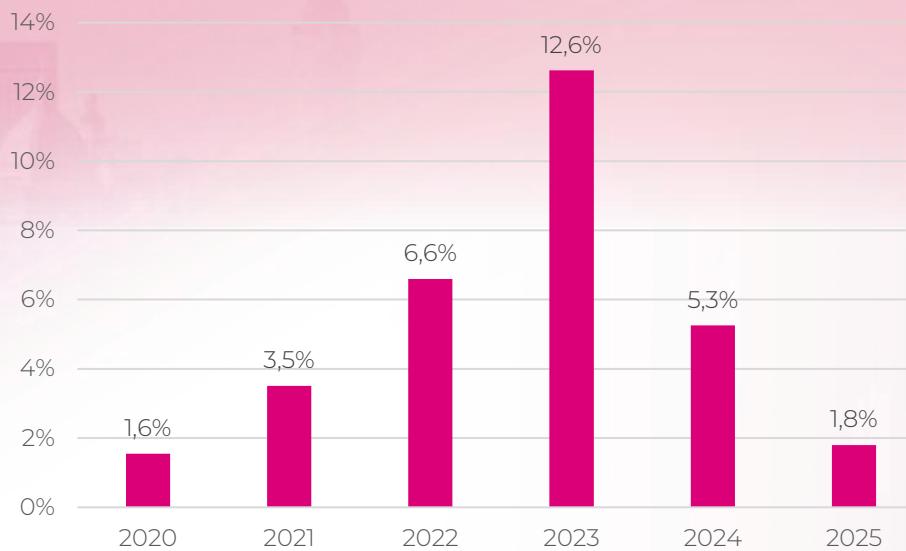
	En mio EUR	En EUR /hab.	Taux de croissance (p.r. à 2024) – Total Région	Taux de croissance (p.r. à 2024) - Cluster Villes Wal.	Taux de croissance annuel moyen (2019-2024)
Personnel	2.983	810	2,0%	-2,1%	6,3%
Fonctionnement	1.142	310	0,1%	-3,2%	5,3%
Transferts	2.169	589	1,8%	-0,4%	5,5%
Dette	895	243	3,1%	2,4%	6,0%
<b>Total dépenses ordinaires</b>	<b>7.189</b>	<b>1.953</b>	<b>1,8%</b>	<b>-0,9%</b>	<b>5,8%</b>
Provisions	62	17	-46,7%	-42,9%	41,9%
<b>Total dépenses ordinaires</b>	<b>7.252</b>	<b>1.970</b>	<b>1,0%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>7,1%</b>

Sous l'impact des plans d'assainissement, les dépenses ordinaires des villes wallonnes sont en réduction (-0,9%)



# Budget 2025

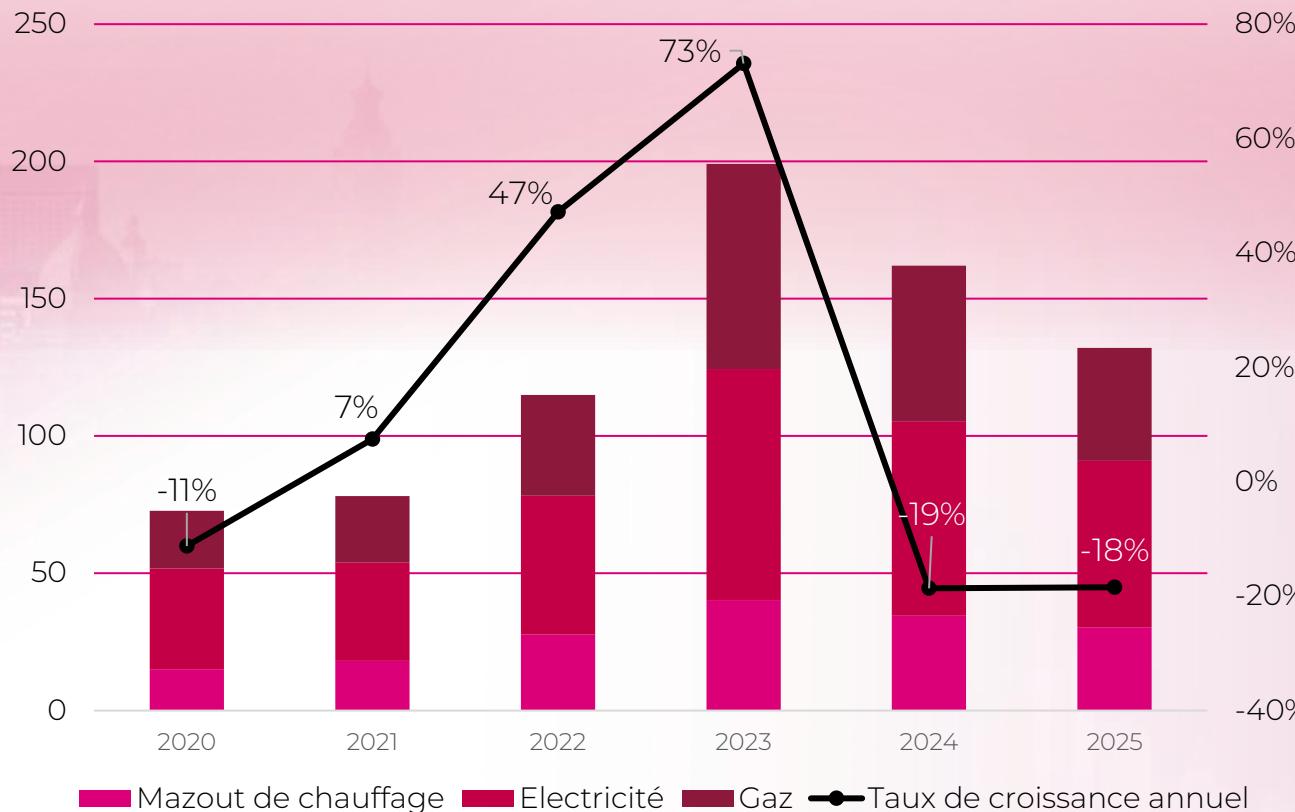
Le taux de croissance des **dépenses de personnel** (+1,8%) est inférieur à l'inflation malgré la progression continue des charges de pensions (+10% par an)



Les charges de pensions du personnel statutaire (<20% des ETP) absorbent à elles seules 16% des dépenses de personnel totales

# Budget 2025

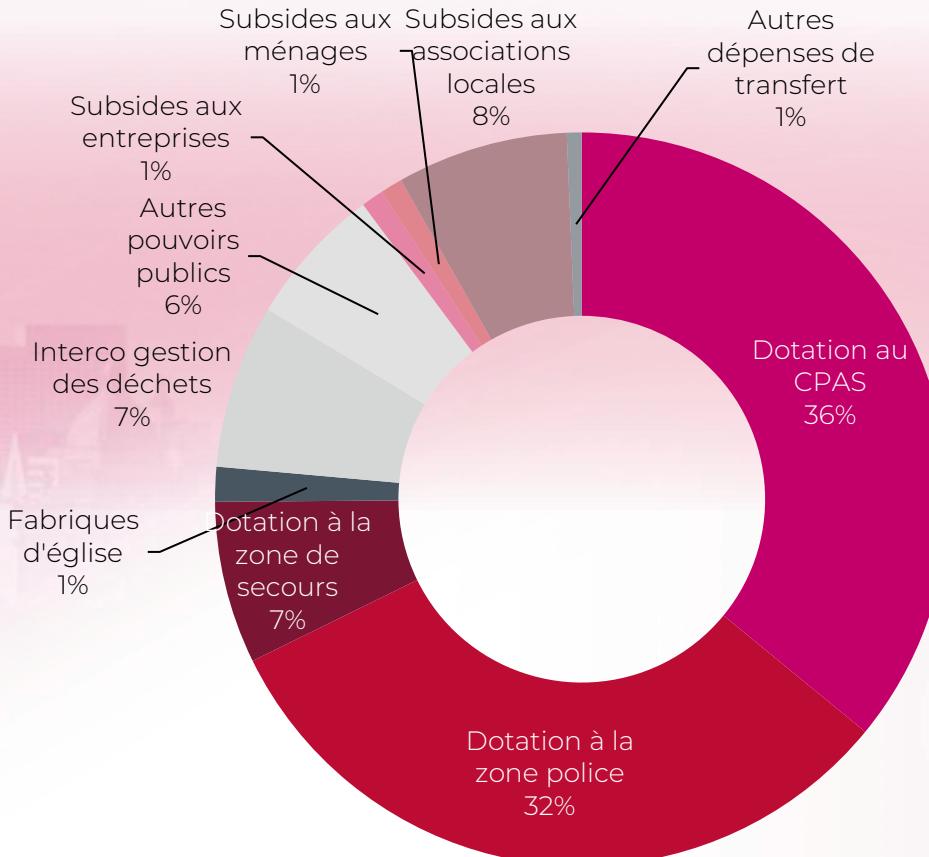
La baisse des coûts de l'énergie  
**tire les coûts de fonctionnement  
vers le bas**



Bien qu'en recul pour la seconde année consécutive, les coûts énergétiques **restent à un niveau sensiblement supérieur** à la situation prévalant avant la crise énergétique

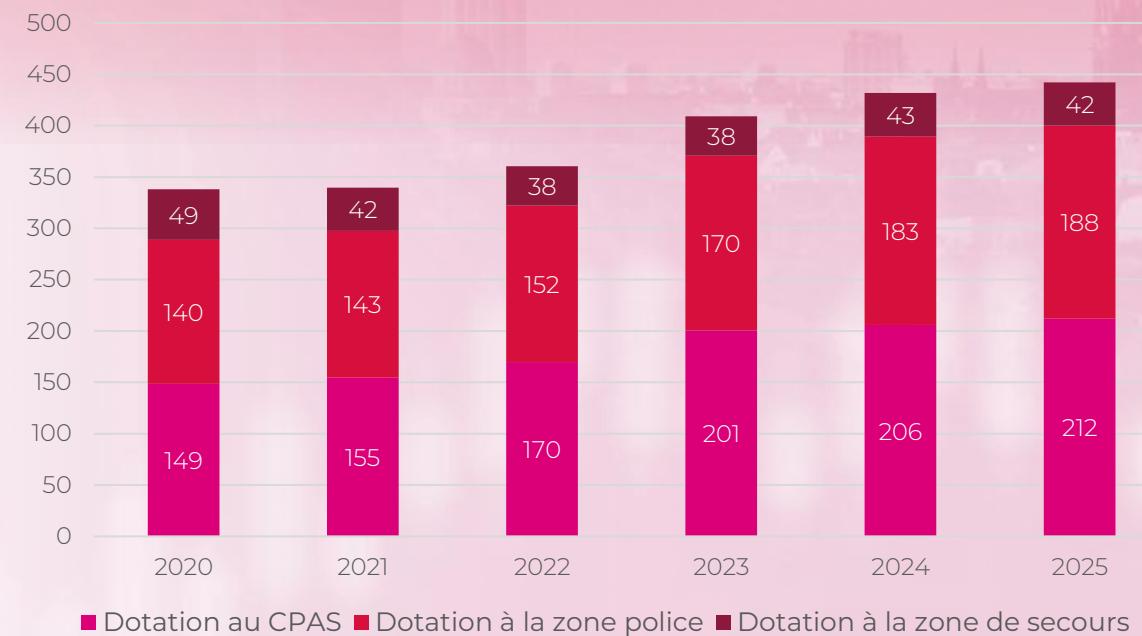
# Budget 2025

## Dépenses de transfert



Les communes wallonnes consacrent en moyenne:

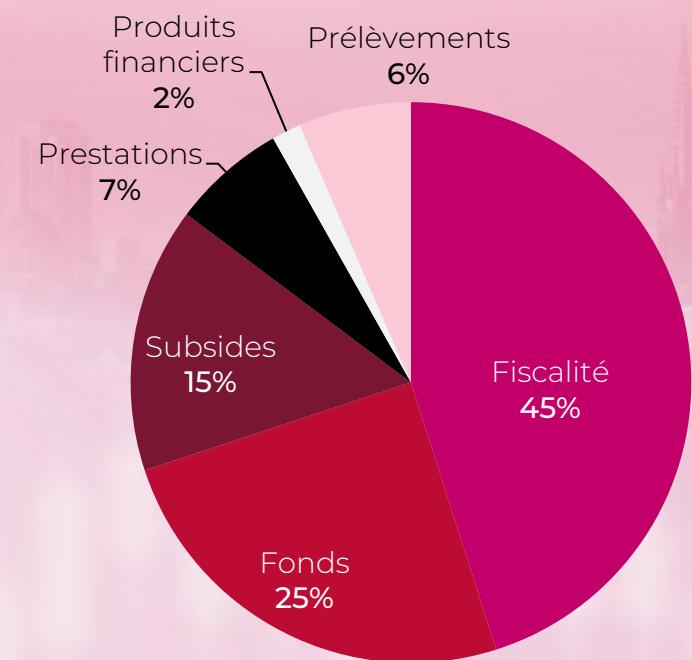
- 212 EUR par habitant pour leur CPAS
- 188 EUR par habitant pour la zone de police
- 42 EUR par habitant pour la zone de secours



# Budget 2025

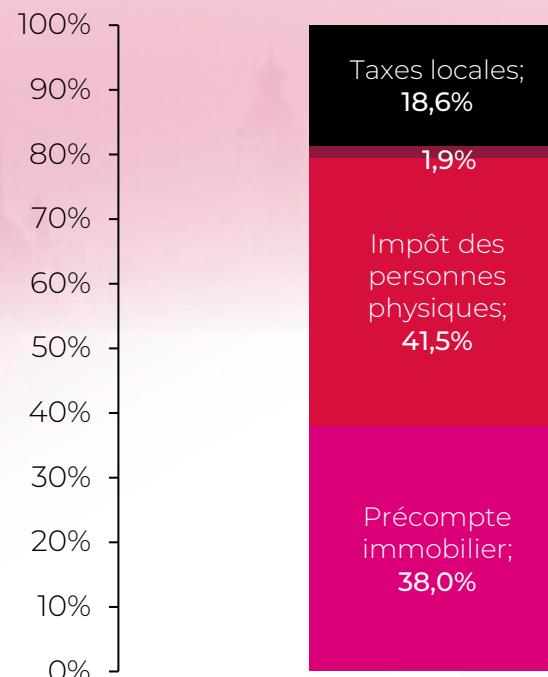
Ralentissement plus modéré **des recettes ordinaires**

	En mio EUR	En EUR /hab.	Taux de croissance (p.r. à 2024) - Total des communes	Taux de croissance (p.r. à 2024) - Cluster Villes Wal.	Taux de croissance annuel moyen (2019-2024)
Fiscalité	3.274	889	3,7%	2,5%	4,1%
Fonds	1.804	490	2,1%	2,0%	4,9%
Subsides	1.112	302	0,7%	-0,4%	5,7%
Prestations	478	130	11,4%	34,1%	2,5%
Produits financiers	124	34	-18,5%	-29,7%	6,0%
<b>Total recettes ordinaires (hors prélèv.)</b>	<b>6.792</b>	<b>1.845</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,5%</b>
Prélèvements (dont Prêts «Oxygène»)	471	128	-22,6%	-26,1%	46,4%
<b>Total recettes ordinaires</b>	<b>7.263</b>	<b>1.973</b>	<b>0,7%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>6,3%</b>



# Budget 2025

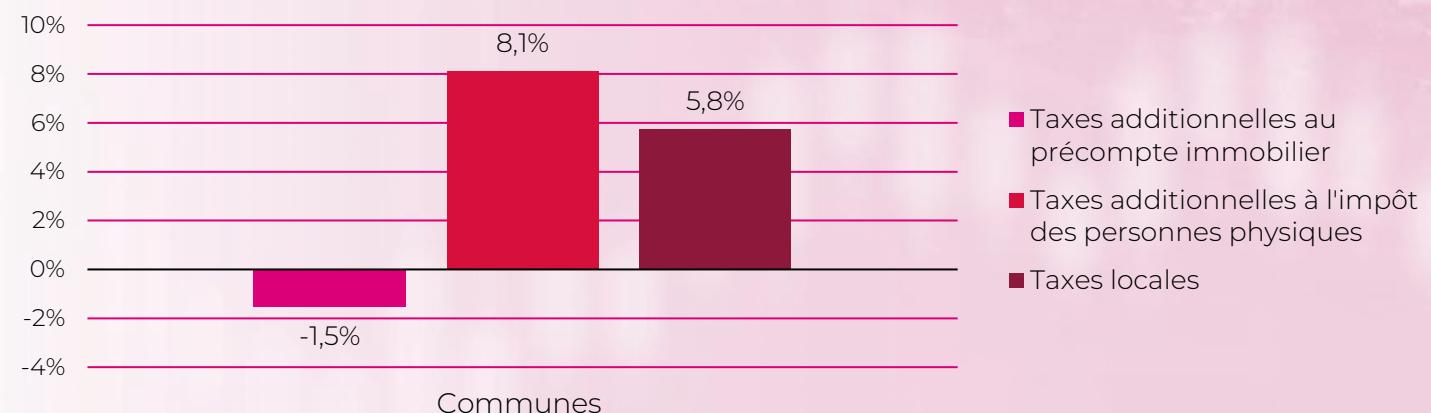
## Évolution contrastée des catégories d'impôts



Un nombre limité de communes ont déjà procédé à une augmentation de leurs taux d'imposition (IPP ou Prl)



Taux de croissance 2025



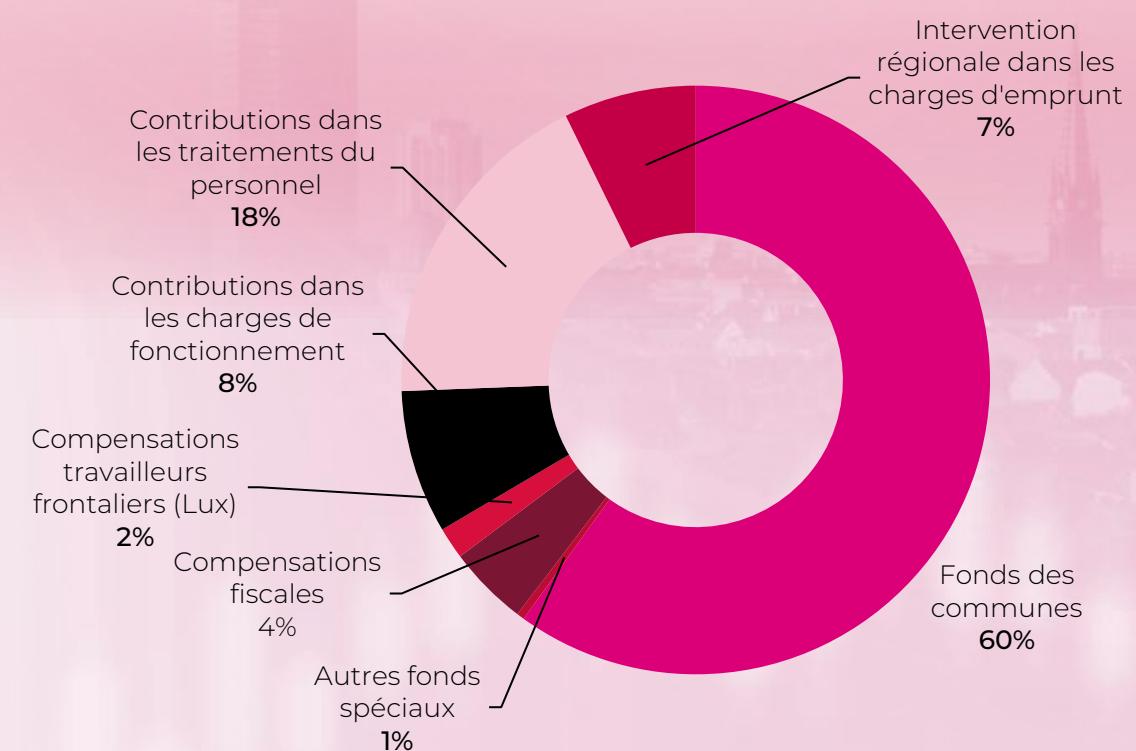
# Budget 2025

## Les recettes de Fonds et les subsides sous la pression des mesures budgétaires régionales

	En mio EUR	En EUR/hab.	Taux de croissance (p.r. à 2024)
Fonds (général et spéciaux)	1.804	490	2,1%
Subsides	1.112	302	0,7%
<b>Total</b>	<b>2.917</b>	<b>792</b>	<b>1,6%</b>

### Décisions du Gouvernement wallon (B 2025)

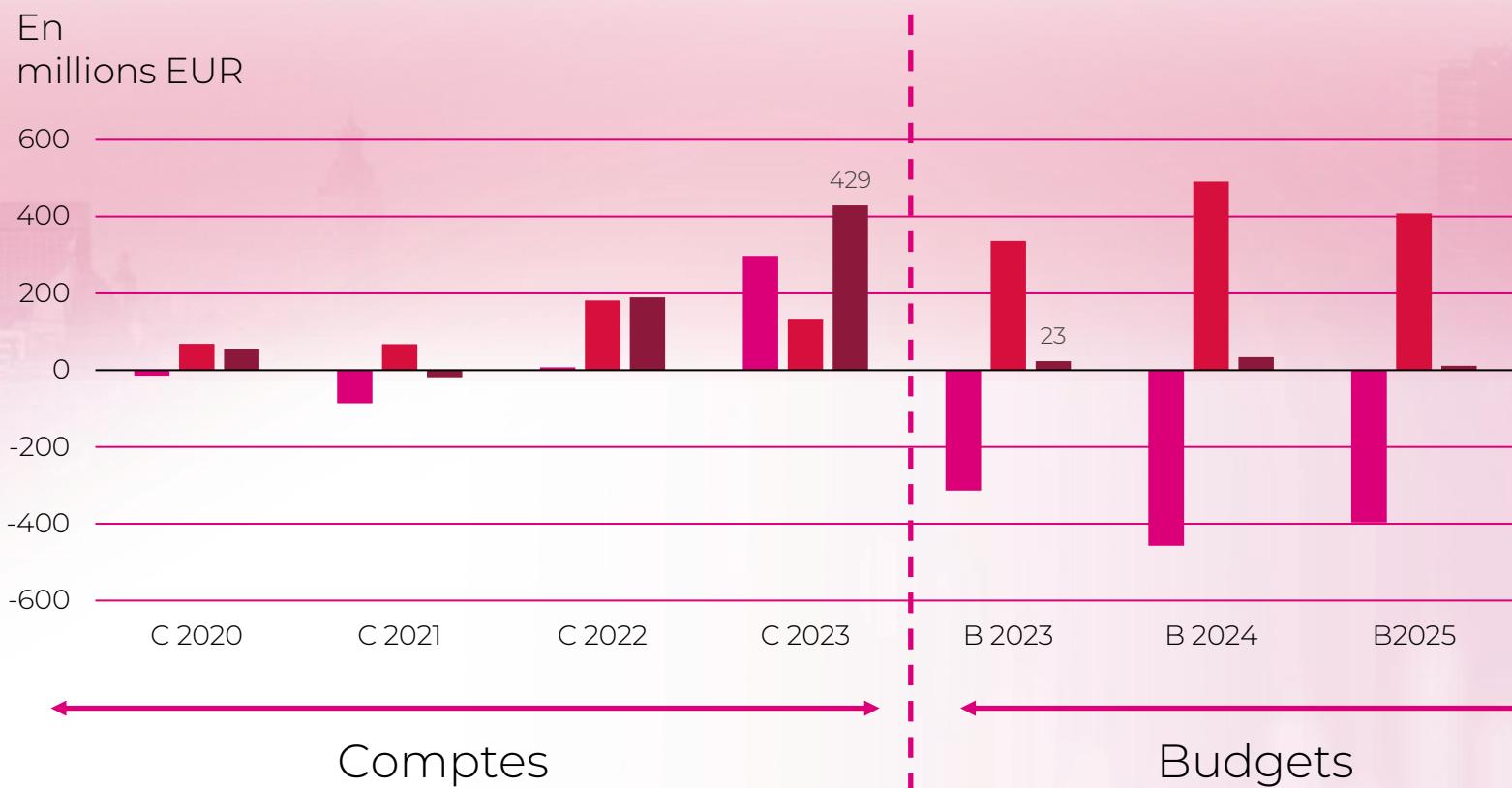
- Suppression 1% de croissance du Fonds des communes
- Gel indexation des points APE





# Budget 2025

## Solde ordinaire – exercice propre des communes wallonnes



Les aides régionales accordées dans le cadre du plan «Oxygène» (prêts d'assainissement) permettent d'assurer un léger équilibre à l'exercice propre

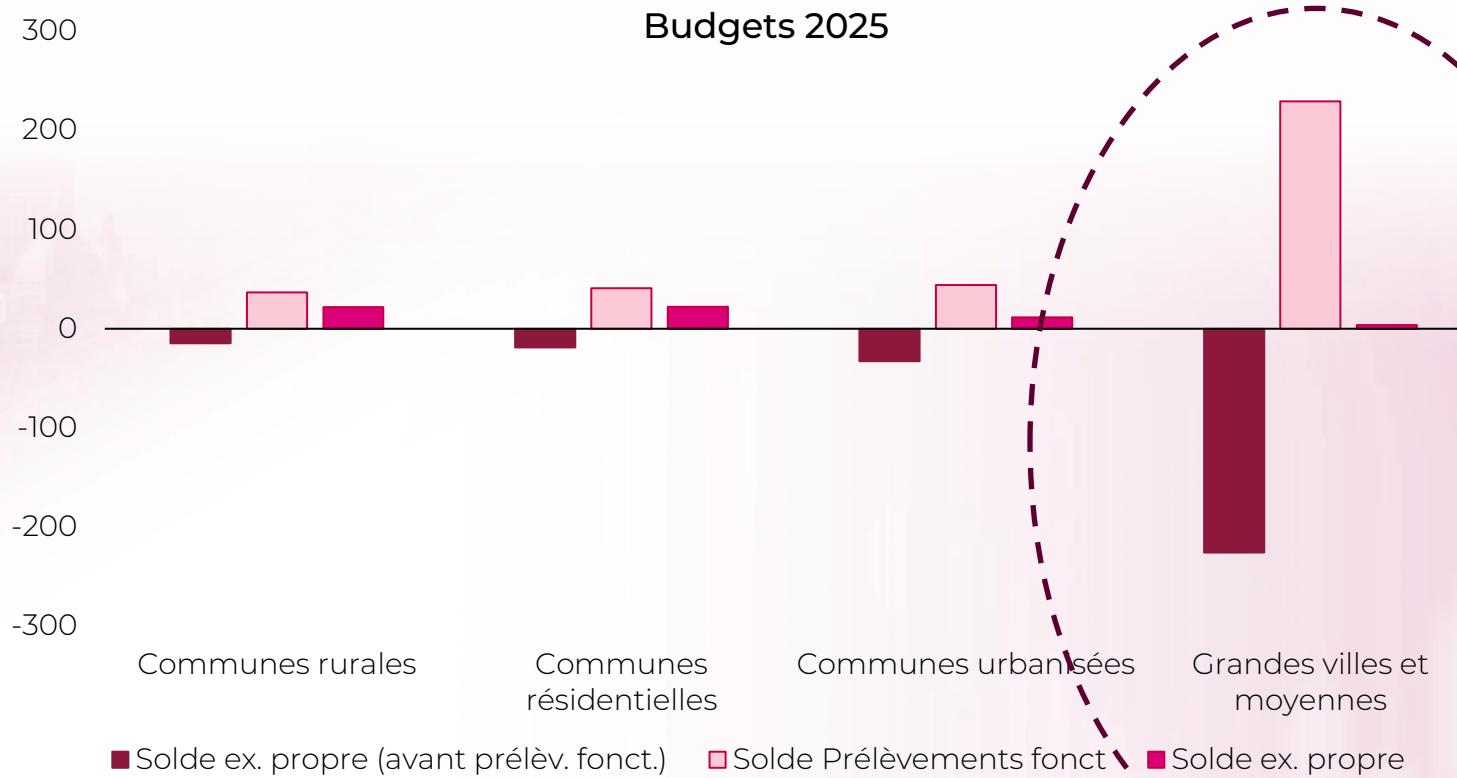
- Solde ex. propre (avant prélèv. fonct.)
- Solde Prélèvements fonct
- Solde ex. propre

Importantes différences entre les budgets (prévisions) et les comptes

# Budget 2025

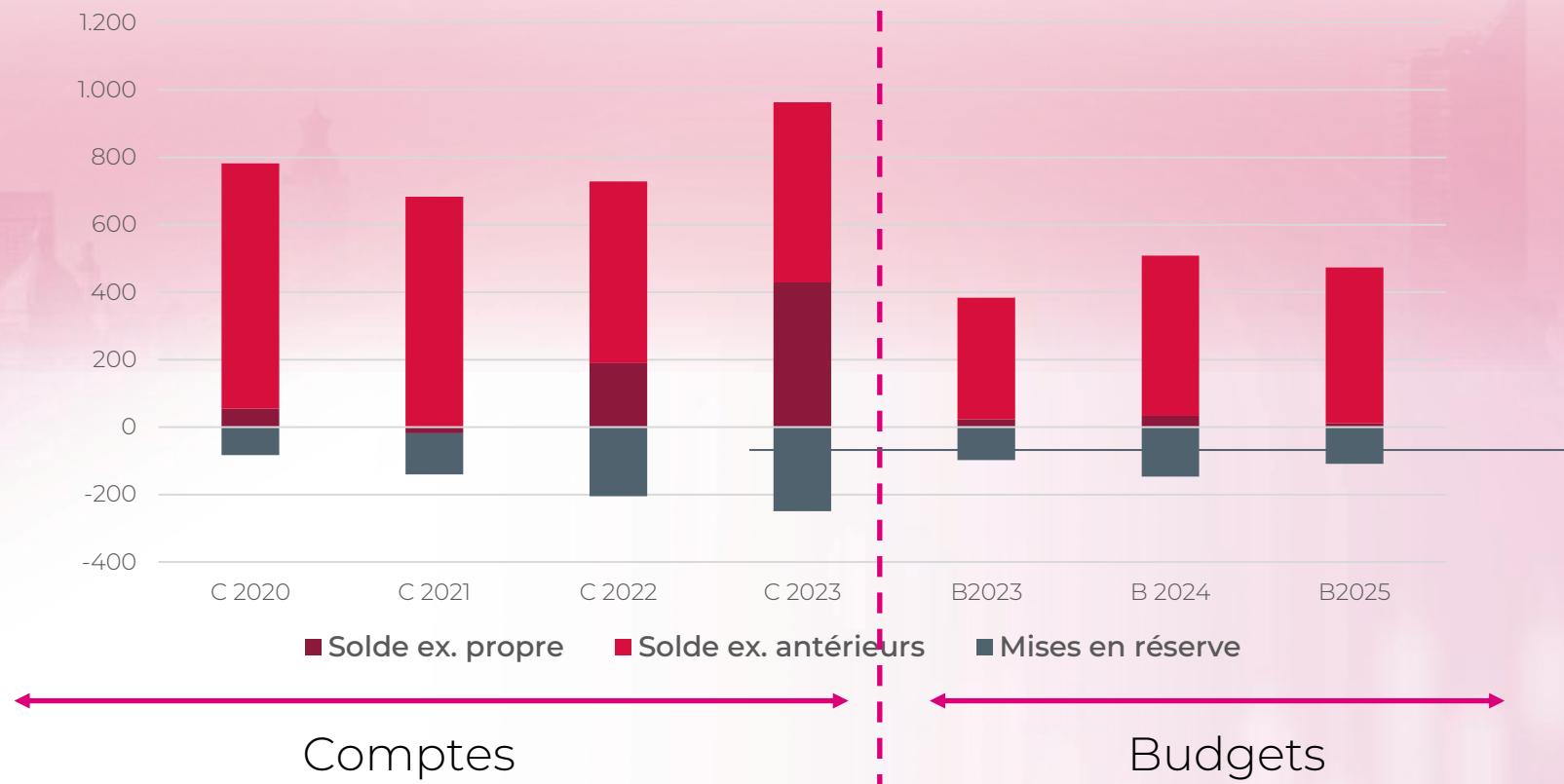
Les aides régionales exceptionnelles («Oxygène») permettent de préserver **l'équilibre budgétaire de nombreuses villes en difficulté**

En EUR/Hab.



# Budget 2025

## Solde ordinaire – exercice global des communes wallonnes

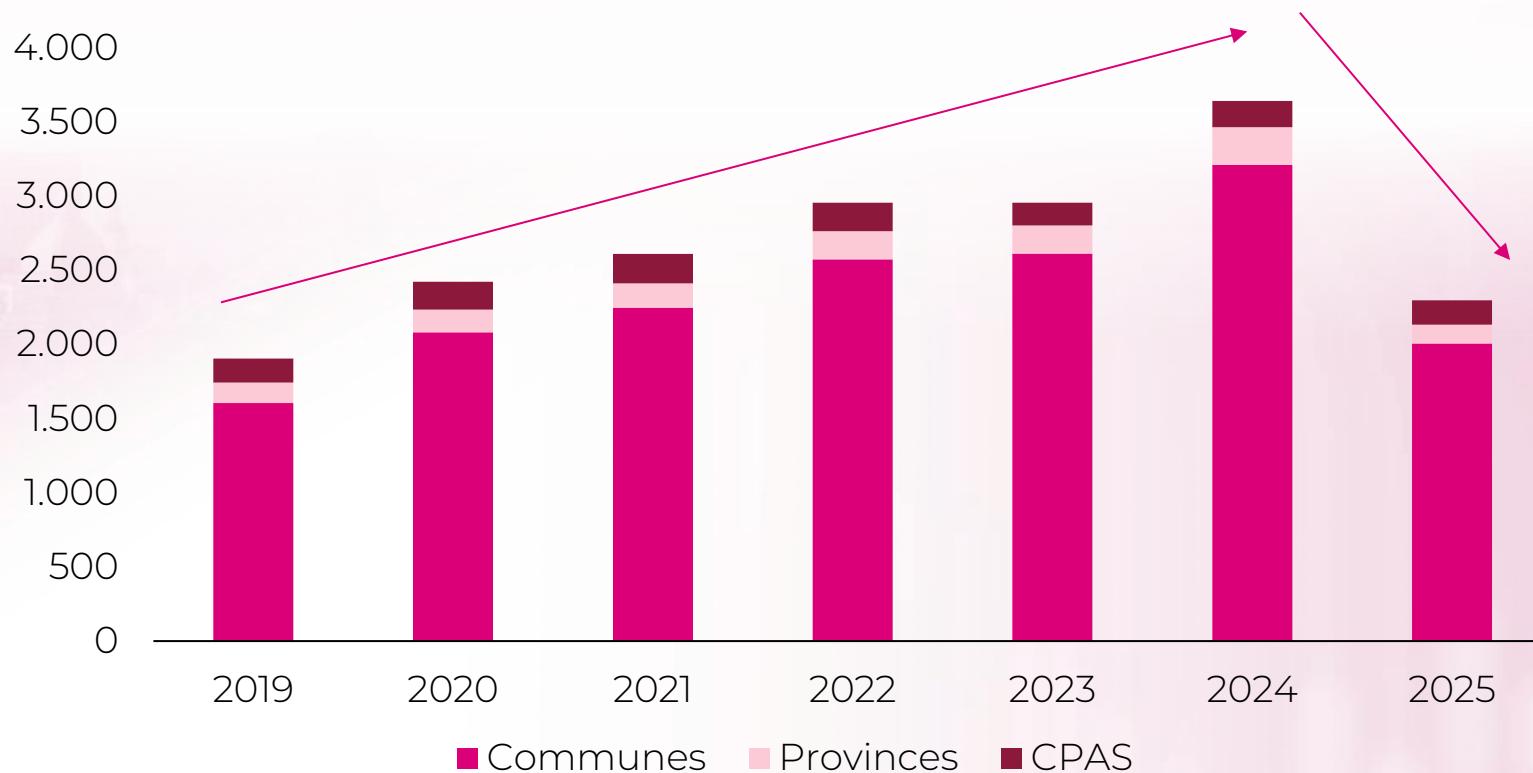


À l'exercice global, le boni s'élève à près de 450 millions EUR (au budget) et près du double au compte

Mise en réserve entre 100 et 200 millions EUR par an

# Budget 2025

**Réduction de près de 40%**  
des projets d'investissement en 2025



Diminution  
habituelle du niveau  
des investissements  
en début de  
mandature, amplifiée  
par l'extinction  
progressive des  
mesures du plan de  
relance UE

=

Quelles perspectives  
pour la nouvelle mandature  
(2025-2030)?

# Perspectives

## Facteurs d'évolution des finances communales?

Décisions propres de la commune dans le cadre de son autonomie de gestion: gestion du personnel, politique fiscale, investissements...

**Scan Financier**

Budget communal

REC.

DÉP.

- Fiscalité
- Subsidies
- Prestat°
- Prod fin..

- Personnel
- Fonct.
- Transferts
- Dette

FACTEURS EXTERNES

### Évolutions sociétales & environnementales à long terme

(vieillissement pop, digitalisation, climat...)

### Facteurs liés à l'environnement économique et financier:

inflation, taux d'intérêt, croissance économique influençant les budgets communaux

### Facteurs «institutionnels»:

Réformes du Fédéral (réforme fiscale, pensions, allocations de chômage...), réformes du système de financement (Fonds des communes, subsides...)

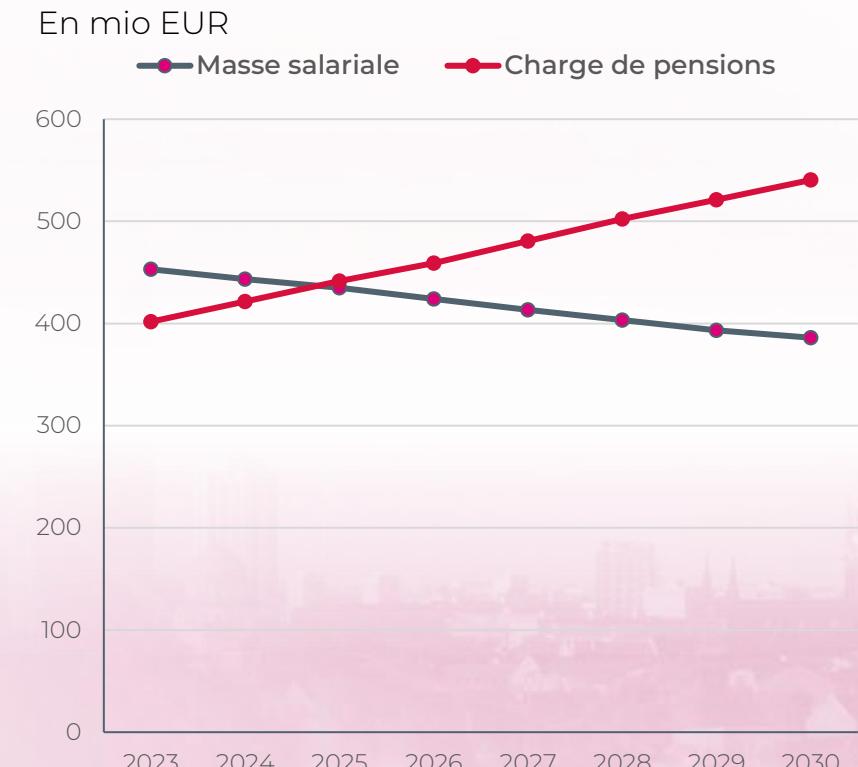
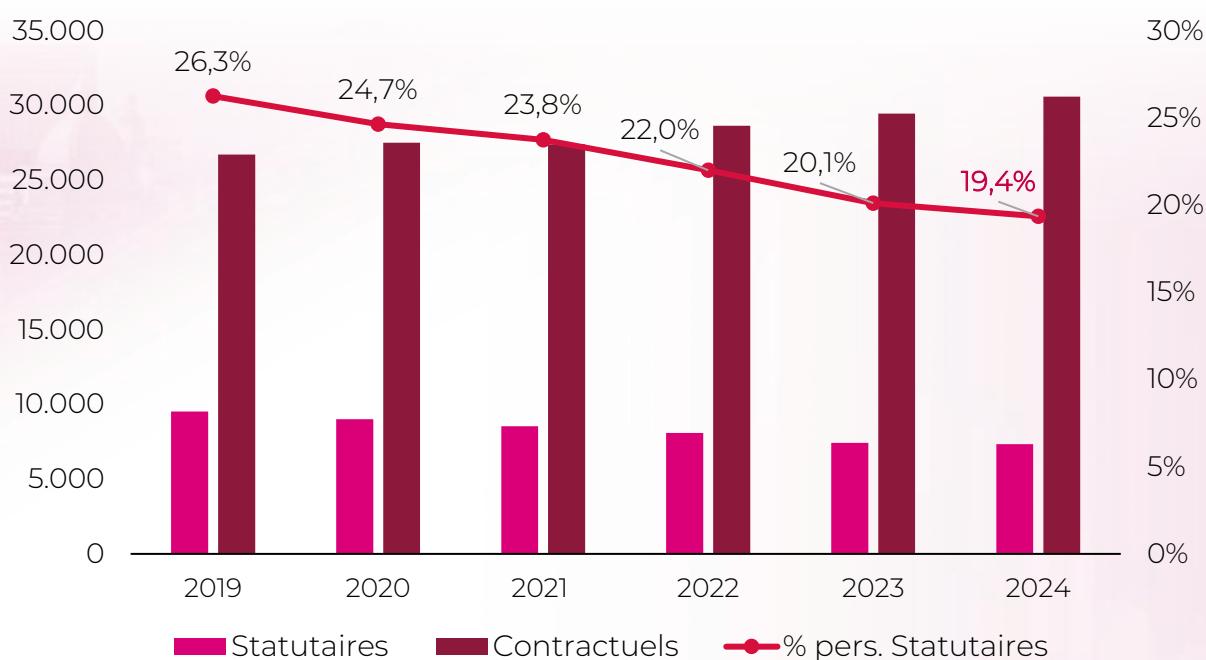


Les enjeux financiers qui se profilent (2025-2030) sont principalement imputables aux **effets indirects/collatéraux de réformes** adoptées par d'autres niveaux de pouvoir

- L'impact de la hausse progressive des taux de cotisation sur **les charges de pensions**
- Les effets de la réforme du marché du travail (limitation des allocations de chômage) sur **la charge d'aide sociale** (CPAS)
- L'impact de la réforme fiscale sur le **rendement de la taxe additionnelle à l'IPP**

# Pensions

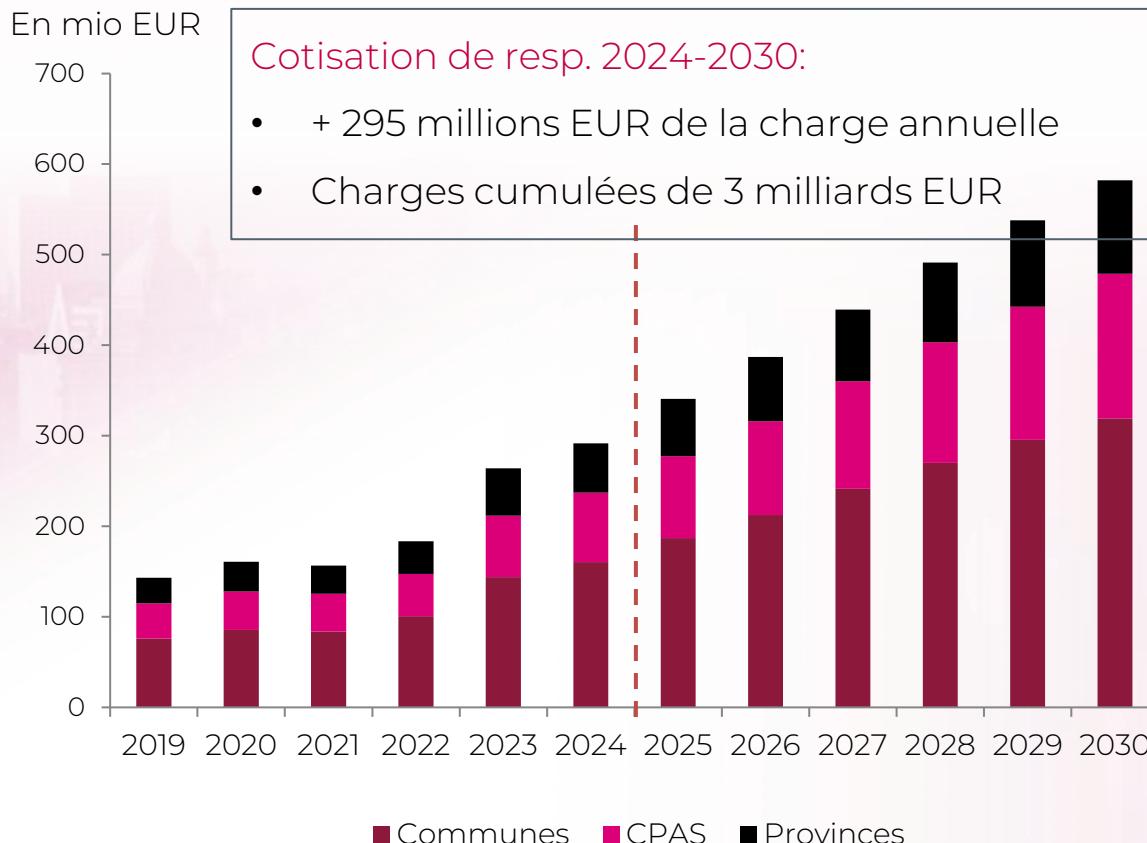
La part du personnel statutaire (= cotisants au fonds) continue à se réduire et passe sous le seuil de 20% (en moyenne) pour les communes wallonnes



À partir de 2026, la masse salariale totale devient inférieure aux charges de pensions

# Pensions

L'apport d'un **financement externe** semble inéluctable (Cour des Comptes, **Mémorandum Comité de gestion** (juin 2024)…)



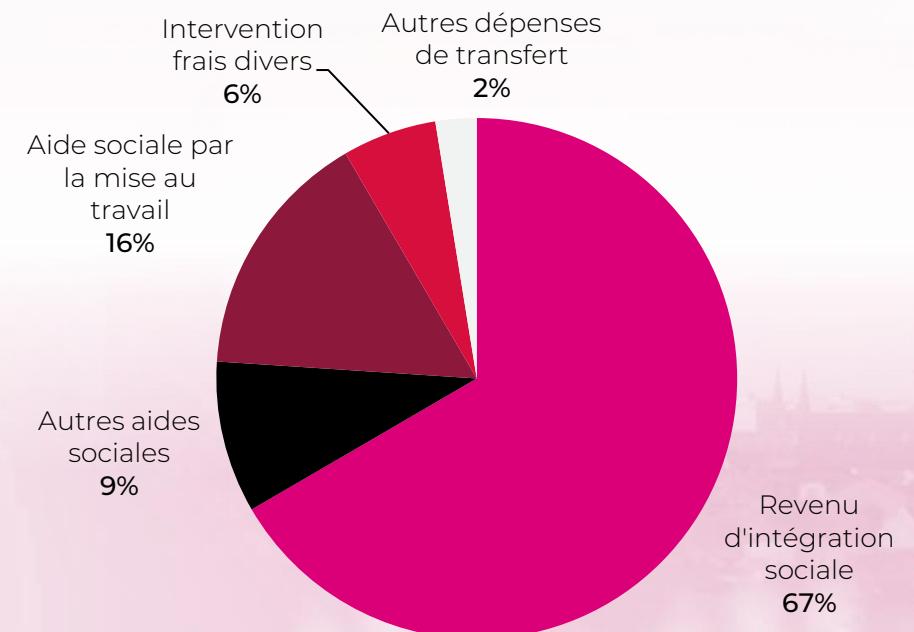
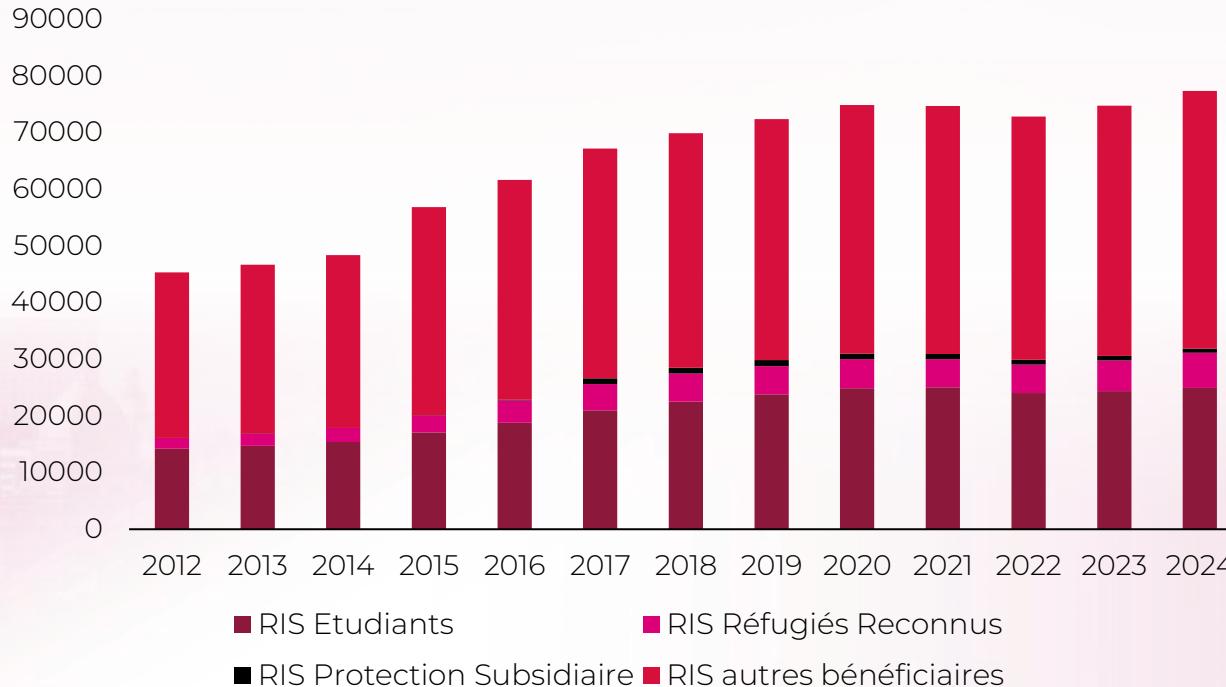
**Selon le Comité de gestion du Fonds solidarisé (Mémorandum juin 2024):**

«L'augmentation des dépenses de pension crée une pression financière insoutenable. Si rien ne change, les administrations provinciales et locales devront concéder une part toujours plus grande de leur budget aux pensions, et ne pourront donc plus répondre, ou que partiellement, à une série de défis sociaux (tels que le changement climatique, le social, la sécurité...)»

L'accord de coalition fédérale (Arizona) prévoit un «allégement de la charge de responsabilisation des pouvoirs locaux». Toutefois, les modalités concrètes restent à ce stade inconnues et le mécanisme de financement de cet allégement doit encore être clarifié.



# Progression continue de la demande d'aide sociale (CPAS)

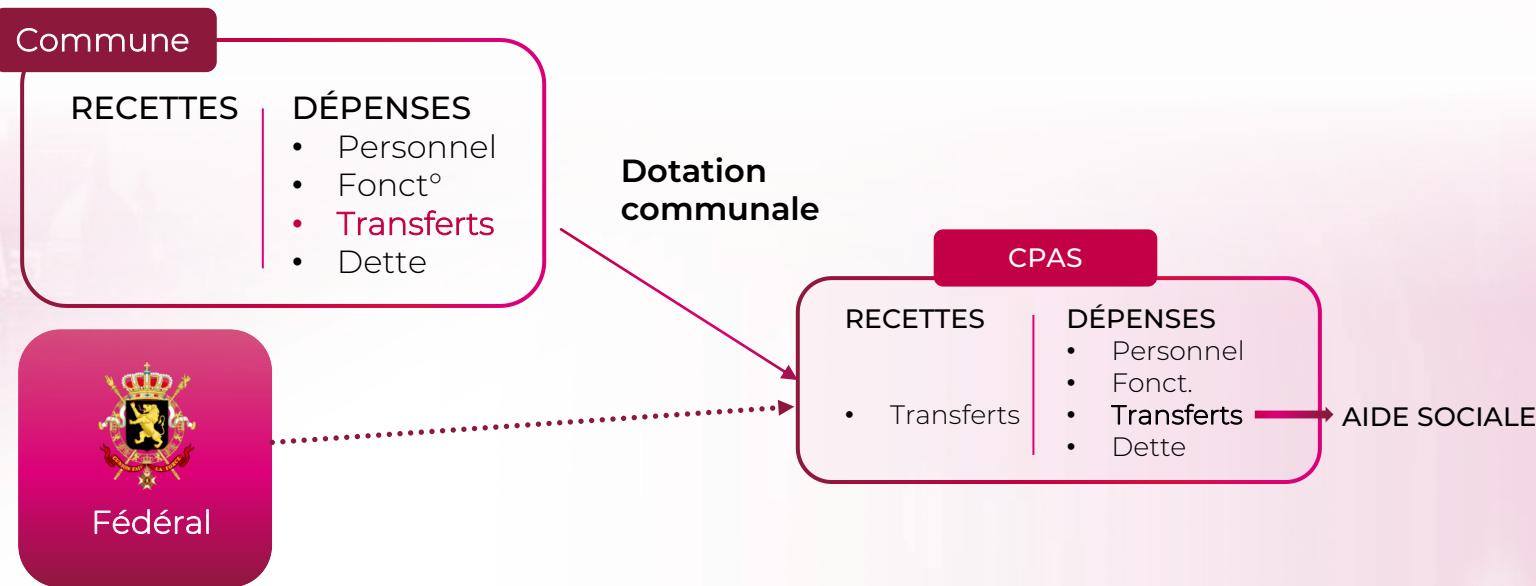


L'attribution du **revenu d'intégration** absorbe à elle seule deux tiers de l'ensemble de ces dépenses et a progressé à un rythme moyen de 8% par an (2019-2025).

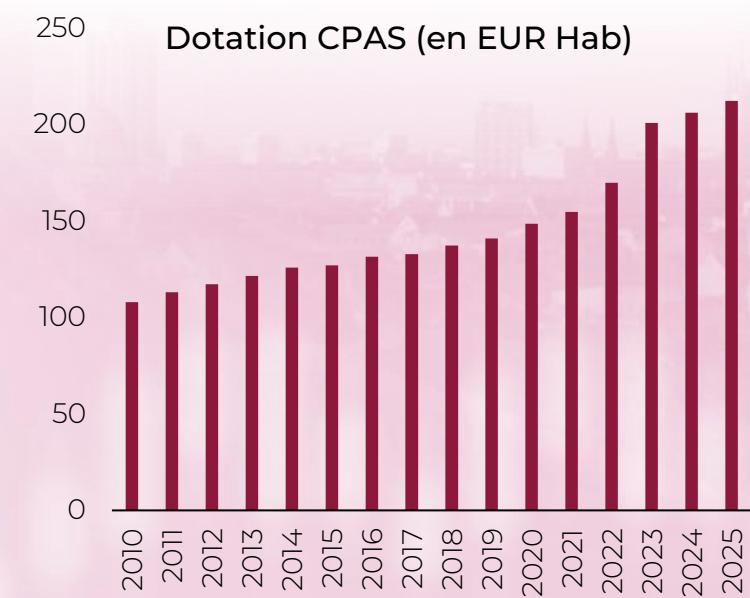
Les «autres aides sociales» ont progressé encore davantage (+17%/an) (aides matérielles durant Covid, accueil des réfugiés ukrainiens, factures énergétiques...)



# La progression de l'aide sociale se répercute sur la dotation communale au CPAS



780 millions EUR  
10,8% des dépenses ordinaires  
212 EUR par habitant

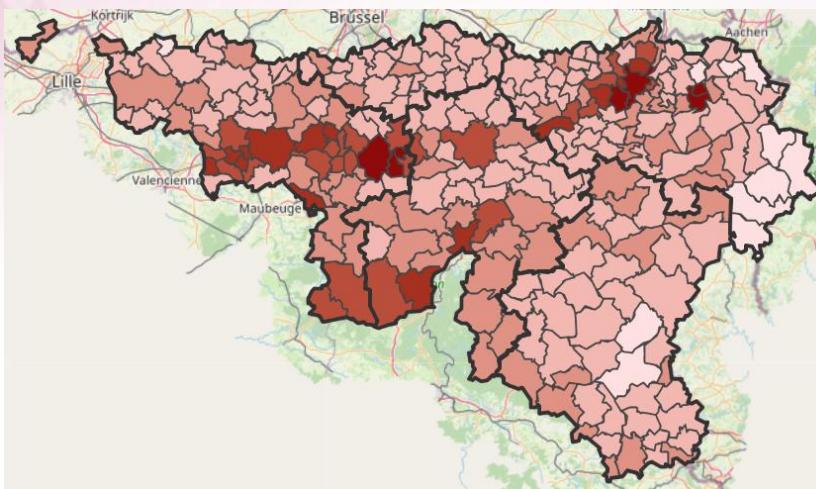


# Aide sociale

**NOMBREUSES INCERTITUDES** sur l'impact des réformes du **marché du travail** (allocations de chômage)

**Limitation dans le temps des allocations de chômage.**

Quel afflux de nouveaux bénéficiaires du droit au revenu d'intégration sociale (RIS)?



Source: IWEPS

\* Hypothèse de report vers CPAS = 35%

**Wallonie** : plus 85.000 chômeurs de longue durée concernés par les mesures de la réforme (soit potentiel de plus de 75% du nombre actuel de bénéficiaires RIS)

**Impact financier (CPAS, Commune)**

- Quelle **charge nette** de l'aide sociale accordée?
- Quel **impact** les coûts d'**encadrement** (personnel, fonctionnement)
- Quelle répercussion sur la **dotation communale**?

1<sup>re</sup> estimation\* = 190 millions EUR par an

**Refinancement des pouvoirs locaux pour absorber l'impact des réformes du marché du travail?**

L'accord du Gouvernement Fédéral prévoit en effet que «l'impact de la limitation des allocations de chômage dans le temps sur un afflux supplémentaire de bénéficiaires du revenu d'intégration sera **compensé pour les CPAS par une augmentation du financement du revenu d'intégration** par l'autorité fédérale.»

Les modalités restent à définir et la question de la neutralité budgétaire reste posée.



# Recettes IPP

## Impact de la réforme fiscale sur les revenus

Les recettes IPP s'élèvent à 1,4 milliard EUR pour les communes wallonnes, soit près de 19% de leurs recettes ordinaires totales

La réforme fiscale prévue par le gouvernement fédéral, va réduire mécaniquement les recettes IPP des communes

Les impacts pour les communes devraient s'étaler entre 2026 et 2030 et comprendraient:

- Réductions de certaines exonérations (2026-2028) → impact « + » (+1%)
- L'augmentation de la quotité exemptée d'impôt (2029-2030) → impact « - » (-6,5%)

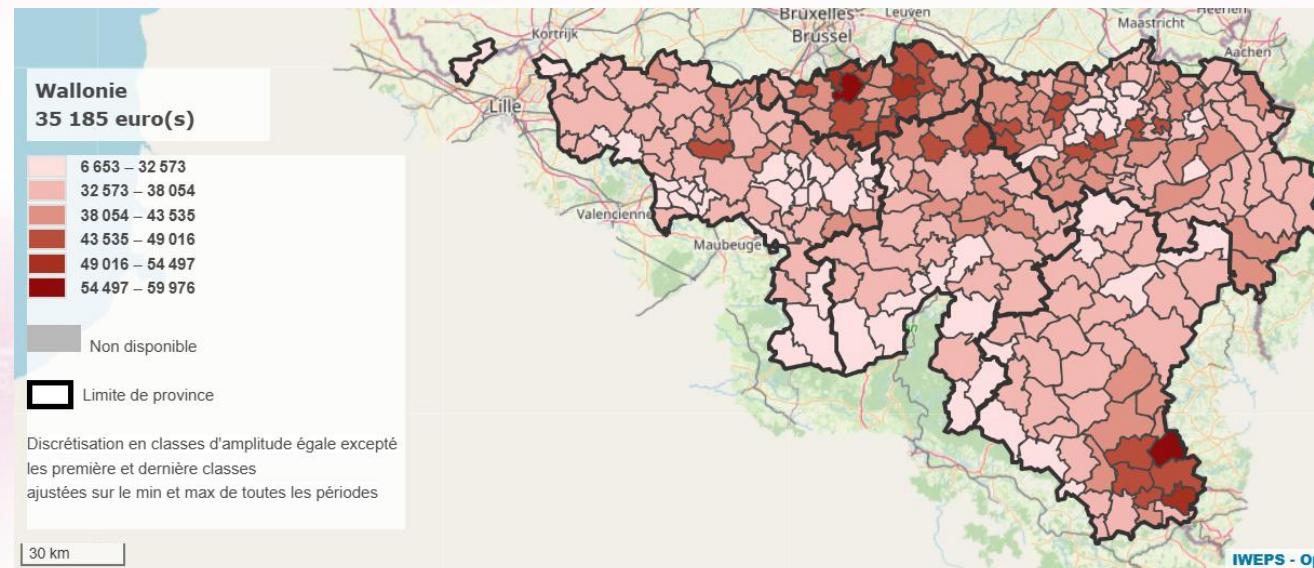
Impact net de  
+/- 5,6%

En régime de croisière (2030-2031), la réduction de l'impôt fédéral (soit la base d'imposition de l'impôt communal) pourrait atteindre 5,6%, et entraîner une réduction de **+/- 85 millions EUR** de recettes IPP pour les communes wallonnes.

- Le gouvernement ne prévoit pas de compensations directes mais table sur les «effets retour».
- Pour compenser la perte de recettes, les communes pourraient être tentées d'augmenter le taux de leurs additionnels à l'IPP.

# Recettes IPP

L'impact de la réforme peut varier  
fortement d'une commune à l'autre



Source: IWEPS

Pour certaines communes, l'évolution démographique locale pèse structurellement sur le rendement de l'IPP (vieillissement de la population, pertes d'habitants dans les centres villes...)

- Selon la structure de ces recettes (poids relatif de l'IPP) et le contexte socioéconomique local (niveau et structure des revenus des ménages de la commune) → **estimation individuelle par le SPF Finances**
- Les possibles modifications de taux d'imposition par certaines communes pour compenser les pertes de recettes auront, dans une seconde phase, des conséquences sur la **répartition des dotations du Fonds des communes** (notamment les critères «péréquation IPP» et «externalités»)



Les communes seront également confrontées à d'autres enjeux financiers et facteurs d'instabilité

- L'instabilité de l'environnement macroéconomique liée au contexte international
- Les conséquences des **mesures d'assainissement budgétaires** (Fédéral, Régions) pour mettre un terme à notre situation de déficit excessif (recommandation UE pour 2027)
- Les défis du **financement de la sécurité publique** (zones de police et de secours)
- Les **projets de réforme du paysage institutionnel au niveau local** (fusion des communes, intégration des CPAS, réforme des provinces...)

=

# Le Scan Financier



# Le Scan Financier

Dans un environnement où les finances des pouvoirs locaux sont sous pression, Belfius souhaite vous apporter une solution innovante :

## le Scan Financier!

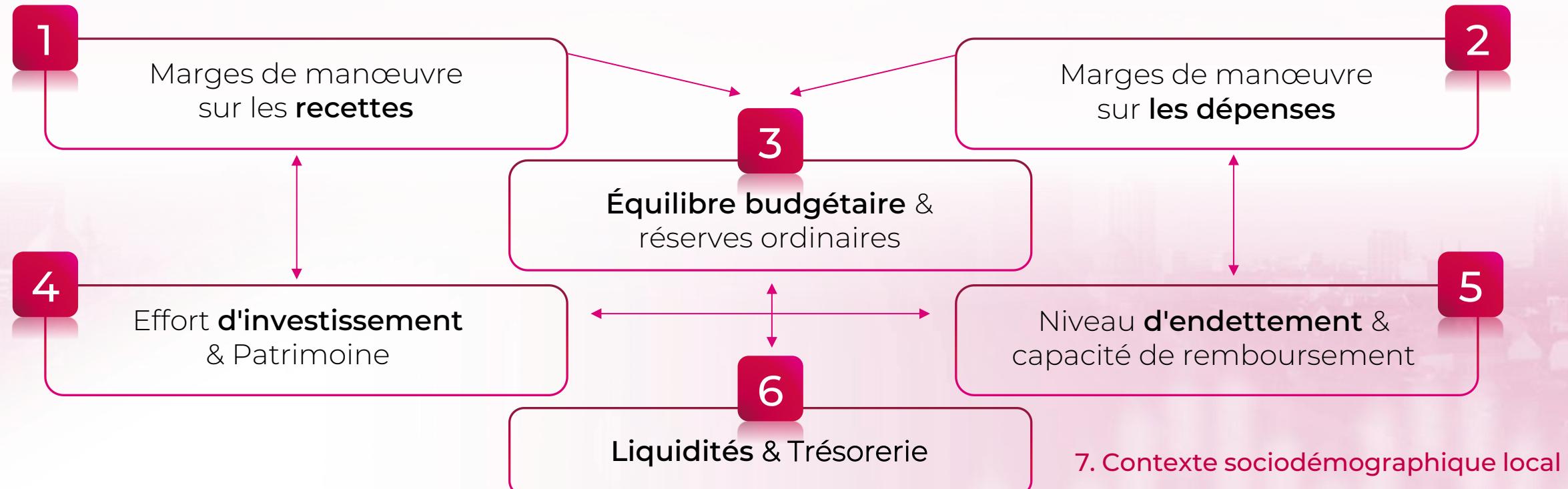
Disposant de nombreuses données comptables détaillées ainsi que des indicateurs socioéconomiques au niveau local, Belfius a réfléchi à la **conception d'un outil pratique et efficace qui aide les gestionnaires communaux** à prendre des décisions éclairées pour assurer la stabilité financière de leur collectivité.

Nous souhaitons offrir une **vision élargie et globale de la santé et de la capacité financière de chaque commune**. Grâce à cet outil novateur, les mandataires et décideurs locaux pourront mieux anticiper les défis financiers, optimiser la gestion de leurs ressources et améliorer la qualité des services offerts à leurs citoyens.



# Le Scan Financier

6 dimensions (axes) financières dans un contexte sociodémographique local



7 dimensions financières



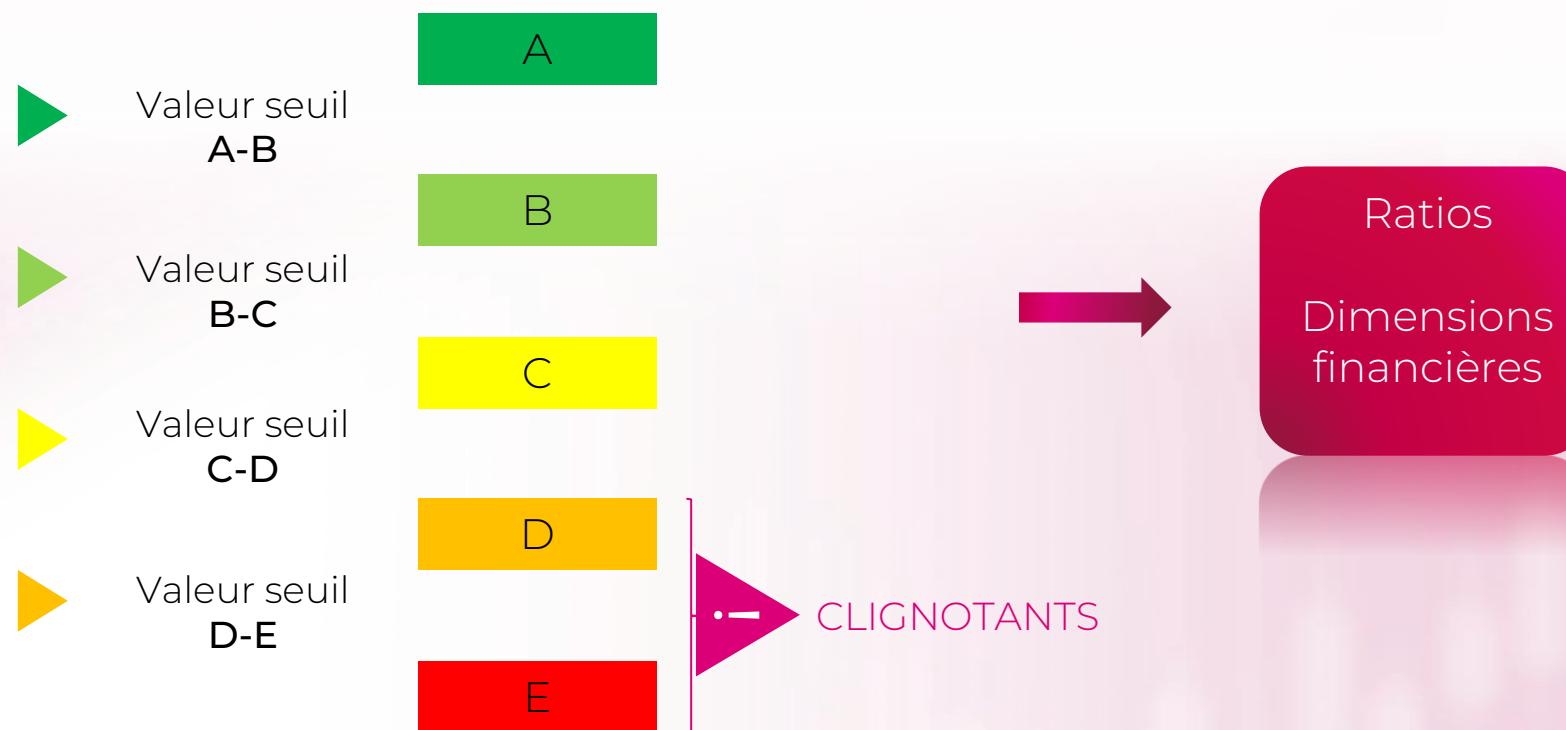
4/5 ratios (+ score)  
par dimension



Score global  
par dimension

# Le Scan Financier

L'attribution du score s'opère **sur base de 4 valeurs-seuils déterminant 5 intervalles (A,B,C,D,E)**



# Le Scan Financier

Cockpit de présentation

Aperçu général

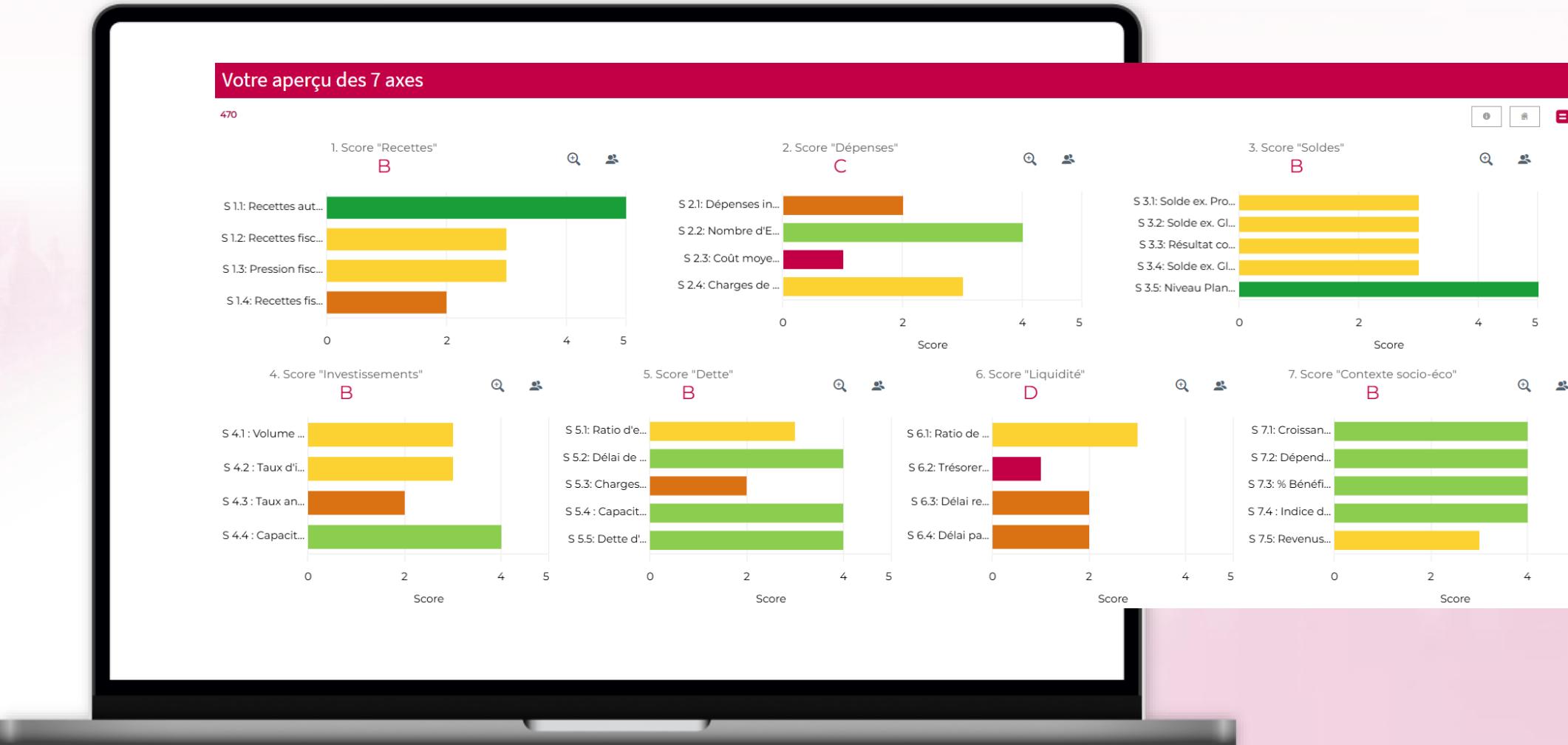
Administration Communale De





# Le Scan Financier

## Cockpit de présentation



# Le Scan Financier

Cockpit de présentation

Détails composantes – Ratio 5.4. : Capacité de remboursement de la dette

## Composantes - Ratio 5.4

Administration Communale

Score 5.4 : Capacité de remboursement de la det...

**D**

Cash flow opérationnel - Moy. 3 ans

Charges financières nettes (W)

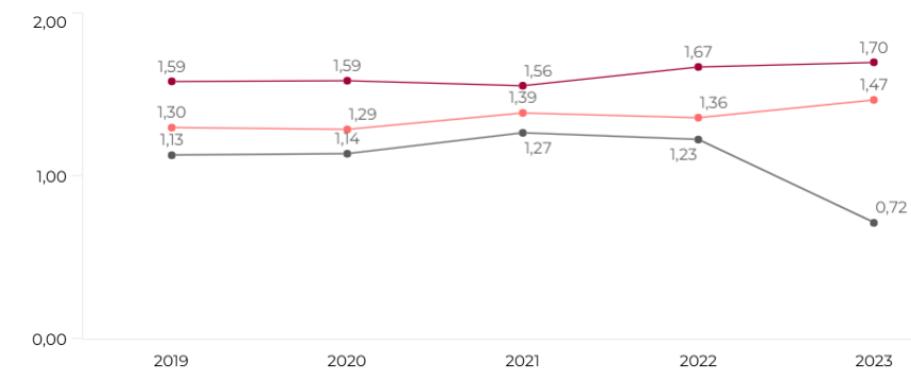
Cash flow opérationnel - Moy. 3 ans

**1.622.803 €**

Charges financières nettes (W)

**2.261.836 €**

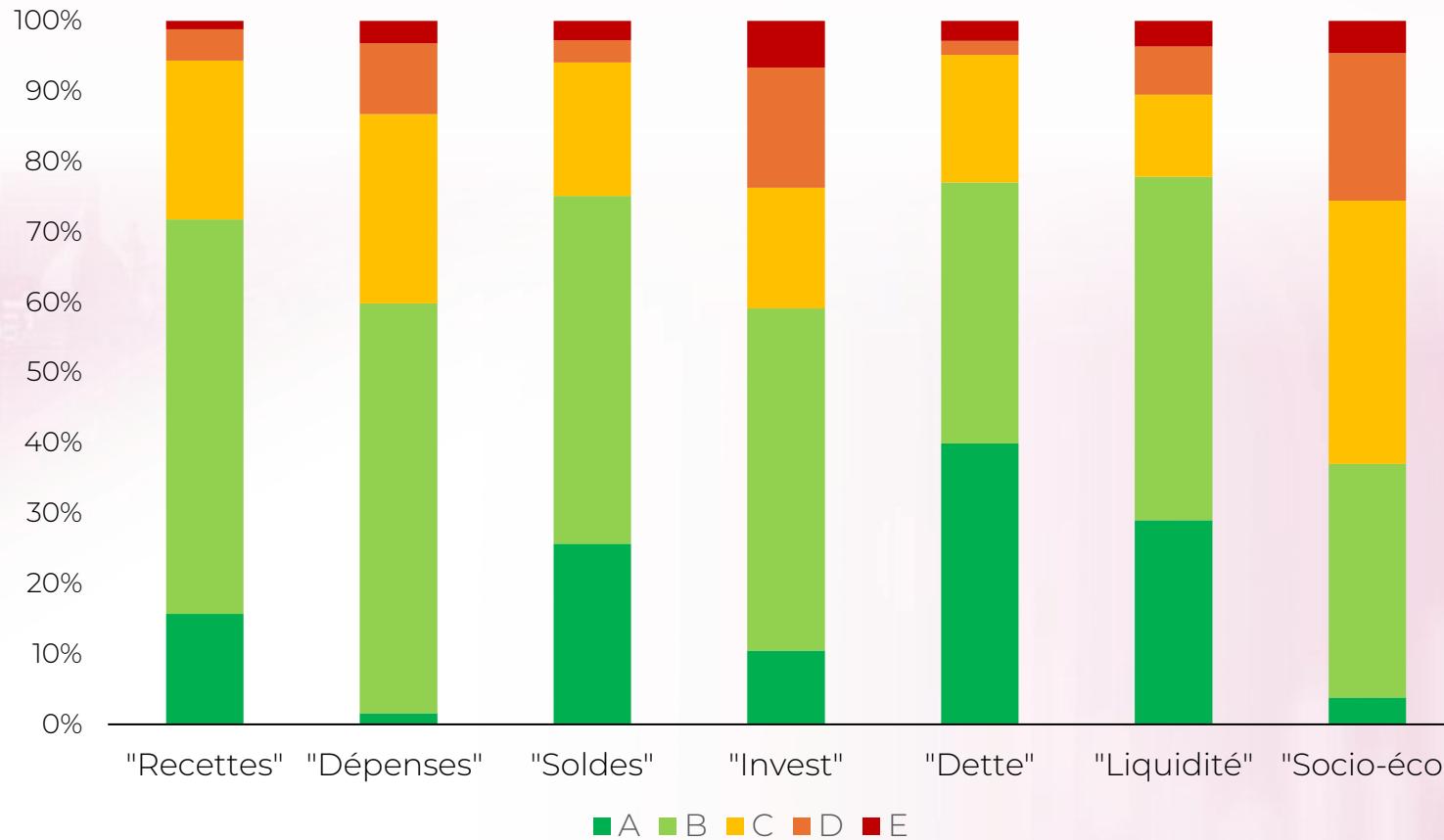
### Comparaison de l'évolution du ratio



Values	Année		
	2021	2022	2023
Cash flow opérationnel - Moy. 3 ans	2.656.398	2.686.164	1.622.803
Charges financières nettes (W)	2.093.064	2.187.216	2.261.836
Ratio 5.4 : Cash flow opérationnel (Moy. 3 ans) couvrant les charges d'emprunt part propre (W)	1,27	1,23	0,72
Score 5.4 : Capacité de remboursement de la dette (CF)	B	B	D

# Le Scan Financier

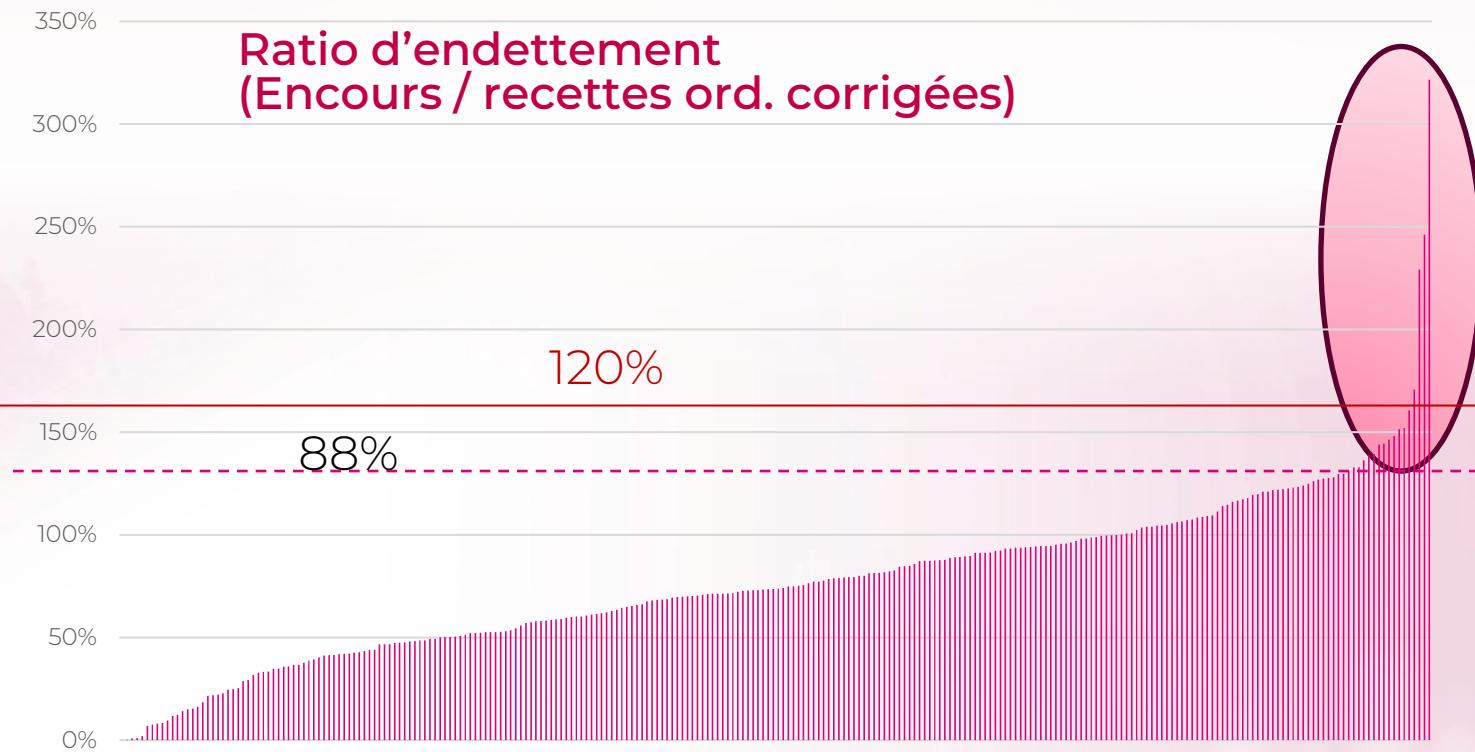
Répartition des scores pour l'ensemble des communes wallonnes (2023)



Pour les différentes dimensions financières, les scores les plus critiques (D,E) ne concernent qu'une faible proportion de communes (10 à 15%)

# Le Scan Financier

Répartition des scores pour l'ensemble des communes wallonnes (2023)



La majorité des communes ont un taux d'endettement < 100%



# Merci de votre attention

## Questions - Réponses

Belfius